

Togo :  
**Fausse Solutions et Complexité Politique**

Pierre S. Adjété  
Québec, Canada

---

L'histoire du monde politique –particulièrement les raisons de l'échec des dirigeants, pourrait se résumer dans cette constante des allées du pouvoir, qu'en ces lieux, trop souvent, « *l'incapacité d'apprendre perdre, avec toutes ses conséquences* ». C'est une très vieille tradition de l'humanité que les dirigeants possèdent, généralement, un certain « *talent d'incompétence* » à toujours fuir la réalité en s'imaginant de fausses solutions ou en se faisant servir de faux conseils. De la guerre de Troie au schisme du Soudan en passant par la chute de Kadhafi, Ceausescu, Gbagbo et autres démissions spectaculaires, celles de Charles de Gaulle hier et Georges Papandréou aujourd'hui ou encore en disséquant celle de Richard Nixon, la complexité des détours inutiles font fréquemment perdre pied aux dirigeants, face à la dynamique du changement en cours et à intégrer dans leurs approches de gouvernance... Le monde change, la politique aussi.

Prisonniers d'un faisceau de systèmes auto-gratifiants et d'incalculables erreurs adverses qui ont vu reproduire leurs règnes, les dirigeants politiques togolais expérimentent, en ces temps, le mythe du succès facile qui, fréquemment, empêche de reconnaître les évolutions lentes et définitives dont les peuples sont porteurs. Les indignés d'Athènes, Barcelone, Tunis, New York, Dakar et autres ne sont que les porte-voix de ceux encore inaudibles de Lomé et ailleurs à travers le Togo et dans sa diaspora... Ce pays doit changer, véritablement.

Tous les jours se dévoilent les paradoxes constitutifs de la vie politique togolaise. L'armée togolaise est bien capable d'une déclaration solennelle reconnaissant les égarements de l'institution et appelant ouvertement à la réconciliation, en déposant un *Mémoire* à cet effet à la Commission vérité, justice et réconciliation (CVJR), au lieu d'un exercice outrageant de falsification face à des événements aussi douloureux que vifs et récents dans la mémoire collective. Le gouvernement togolais peut bien anticiper le rétablissement des députés exclus, illégalement et illégitimement, de l'Assemblée nationale togolaise, au lieu de continuer à se leurrer qu'en dehors du Togo, cette décision d'exclusion et les mécanismes de sa survenance tiendraient la route devant une quelconque juridiction respectable. Les recommandations relatives aux limites relevées lors des dernières consultations électorales –notamment par l'Union européenne, peuvent d'ores et déjà être adressées, courageusement, dans les rencontres du *Cadre permanent de dialogue et de concertation* (CPDC), au lieu des lancinantes courbes et tergiversations coutumières au pouvoir présidentiel togolais... Le Togo se meurt par complaisance assidue et clientélisme dévoyé.

Au Togo, le poids de la responsabilité d'agir autrement que dans l'illusion que les problèmes se résoudre d'eux-mêmes par une sorte de fatigue politique des adversaires, sonne désormais comme le surgissement d'un risque politique, longtemps banalisé, auquel il faudra donner réponse avant toute autre avancée. De plus en plus, des facilitateurs externes manqueront indubitablement au lancinant dialogue politique togolais qui s'était jusque-là appuyé sur la disponibilité du Président du Faso, Blaise Compaoré.

Faure Gnassingbé, le chef de l'État togolais, doit dorénavant apprendre à regarder ses adversaires et ses concitoyens en face, particulièrement une jeunesse en total désarroi et certains des candidats aux dernières élections présidentielles de 2010 toujours résolus à drainer les mécontentements populaires : l'ancien Premier ministre Messan Agbéyomé Kodjo à la tête de *l'Organisation pour Bâtir dans l'Union un Togo Solidaire* (OBUTS) et Jean-Pierre Fabre, le leader de la nouvelle *Alliance Nationale pour le Changement* (ANC) née de la scission avec la traditionnelle et désormais affaiblie *Union des Forces du Changement* (UFC) de Gilchrist Olympio.

Au cœur d'un deuxième mandat consécutif, discuter clairement et sincèrement des voies et moyens d'un partage du pouvoir et surtout des possibilités d'une alternance pacifique au Togo est une réalité implacable de l'environnement politique mondial, actuellement prédominant. Pas plus au Niger en 2010, au Sénégal de 2012 que dans le Togo de 2015, se garantir des prolongations de mandat voire un troisième puis un quatrième quinquennat constituent un acte abject et peu reposant politiquement, de nos jours contre-productif démocratiquement. Les seules habitudes de conservation du pouvoir et même la capacité de répression facile de ses propres citoyens ne peuvent plus durablement asservir la soif démocratique des populations africaines où qu'elles s'expriment.

La visibilité diplomatique de l'élection du Togo au Conseil de Sécurité et le modeste rôle qu'il pourra y jouer comme membre non-permanent, en 2012 et 2013, n'auront de poids –c'est-à-dire quelque chose de respectable que la moquerie manipulatoire des chancelleries des pays membres permanents, que lorsque les conditions politiques internes auront le reflet flamboyant d'un pays démocratique; ce qui est loin d'être actuellement le cas. L'événement n'a d'ailleurs ensemencé aucune fierté nationale partagée, sinon les graines traditionnellement amères d'une interprétation discordante garantie pour les deux prochaines années.

C'est en tout cela que le cas du Togo devient urgent aujourd'hui et depuis hier déjà. Et il l'est toujours, d'autant plus que la pêche miraculeuse de Gilchrist Olympio et de son parti l'UFC, par les filets du pouvoir présidentiel togolais, n'ont pu apporter grand-chose à l'évolution de la réalité politique de ce pays; cette prise politique spectaculaire, vue de l'extérieur du Togo, n'a nullement pu éteindre l'inévitable débat sur les conditions d'un troisième mandat présidentiel de Faure Gnassingbé, désireux par ailleurs de créer un nouveau parti politique pour aider à réaliser cet exploit inconvenant d'une confiscation apparente de pouvoir, par ces temps d'indignation et de révolte... Le Togo a besoin d'une vraie conscience de sa fragilité politique.

### **Rétablir les députés dans leurs droits et dialoguer véritablement**

Forcé de reprendre à son compte les mêmes clameurs qui avaient étouffé et enseveli dans des divisions ethniques la volonté originelle de changement de son père, Faure Gnassingbé arrive difficilement à imprimer une marque qui soit véritablement novatrice et distincte de celle déjà connue par ses concitoyens depuis quarante cinq ans. Aussi longtemps que le pouvoir togolais butera sur la question fondamentale du « *Pourquoi le Togo est-il si divisé?* » et y répondra sans réserve mentale, il aura de la peine à asseoir sa légitimité et se contenter d'un abonnement à des triomphes sans gloire, naturellement fragiles et insuffisamment convaincants.

Il est vrai qu'il y a un potentiel d'adversité non négligeable dans les habiletés politiques trempées d'un Messan Agbéyomé Kodjo ou celles encore plus fossilisées d'un Jean-Pierre Fabre. Si un effort d'accommodement raisonnable est perceptible à destination de Messan Agbéyomé Kodjo, le même effort se doit d'être amorcé envers Jean-Pierre Fabre. Faure doit parler à Jean-Pierre! Pour le dégel politique, Faure doit faire réintégrer les députés de l'ANC au Parlement togolais!

On ne choisit pas toujours ses adversaires politiques, encore moins leur caractère et leur conception de la chose publique. Mais on peut raisonnablement les influencer au moyen d'un mouvement républicain orienté vers le centre politique, la modération et la tempérance, davantage que l'éternel procès en sorcellerie poussant ses adversaires vers l'éloignement et les mêmes extrémités où l'on ne peut que se retrouver soi-même.

À ce jeu qui dure depuis des années, le Togo n'a gagné rien d'autre que la confrontation constante et le piétinement permanent. Les conceptions politiques dominantes dans la mouvance présidentielle sont restées irréalistes et très peu ambitieuses d'une avancée politique qui soulèverait un enthousiasme réel, lequel viendrait à bout des *Deux Solitudes* togolaises. L'enjeu est toujours le même : faire un Togo différent

de celui qui existe aujourd'hui, rien que pour une partie des citoyens et d'obligés du pouvoir. Manifestement, des gens avides de victoires éphémères, car seulement comptables des avantages du présent.

### **L'éthique comme l'art de faire du neuf avec du bien**

Au lendemain d'une si claire décision de la Cour de justice de la *Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest* (CEDEAO) condamnant le Togo –dans un arrêt qui a « *Force obligatoire à l'égard des États membres, des institutions de la Communauté, et des personnes physiques et morales* » selon l'article 15(4) du Traité révisé de la CEDEAO, une décision fondée par le fait même que les formulaires de démission des aspirants candidats de l'UFC à la députation ne possédaient aucune valeur ni caractéristiques légales dignes d'une *Lettre de démission* de députés régulièrement élus et assermentés qu'ils étaient devenus, il est temps que le pouvoir présidentiel togolais entende raison et revienne sur terre : rétablir les députés déchus dans leurs droits et privilèges. Le Togo n'a plus du temps à toujours perdre en forfaitures et en dénégations de la réalité; ce qu'une prochaine dissolution de l'Assemblée nationale togolaise ne saurait clore ni absoudre, encore moins laisser en exemple d'exclusion fantaisiste de députés adverses à travers le monde.

Maintenant que les canons de l'universelle Liberté peuvent tonner partout, même chez les amis et les alliés d'hier, maintenant que s'éloignent le temps des valises et des cerises sur des gâteaux qui garantissaient les pouvoirs à vie ainsi que les changements et toilettages constitutionnels à hue et à dia, maintenant que de partout montent les vents d'indignation qui déboulonnent les plus vénérables statues, plus rien n'autorise l'illusion des lendemains d'élection tranquilles et sans adhésion des peuples directement concernés, plus rien ne permet de croire que les choses seront toujours comme avant, inacceptables et inélégantes, illégales et illégitimes... Le Togo doit convoquer l'éthique politique au service de sa réconciliation; l'éthique au Togo, c'est cet art de faire du neuf avec du bien et qui demeure au-dessus du droit et encore plus au-dessus des lois taillées sur mesure, au-dessus de la complaisance et des fausses solutions des courtisans.

Le cas du Togo n'est pourtant pas désespéré; l'histoire et même la sagesse des nations en regorgent à profusion. Il tiendrait du devoir mythique d'un fils désireux de laver l'honneur d'un père, Gnassingbé Eyadema qui, malgré et à cause de sa longévité politique, avait littéralement échoué aux commandes du Togo en laissant le lourd héritage d'un pays particulièrement divisé entre des citoyens du nord et ceux du sud, entre des groupes d'intérêt et des clans rivaux. La fracture sociale et politique au Togo est d'autant plus prononcée que, contrairement aux situations dramatiques de guerres et conflits armés, ouvertement connues à travers le monde, c'est rien de moins qu'une *Commission vérité, justice et réconciliation* (CVJR) qui est mise en œuvre au Togo pour tenter de rafistoler un tissu social particulièrement meurtri.

En soi, la complexité du cas togolais ne le rend pas insoluble; elle exige seulement une rigueur et une flexibilité qui permettent de sortir de la linéarité et de la simplicité des réponses politiques apportées jusqu'à maintenant. Après six bonnes années de gouvernance, le manque d'audace et de savoir faire politiques, la récurrente capacité de répression et d'humiliation qu'exercent les uns sur les autres, le désir de tout-avoir-et-ne-rien-partager du pouvoir qui n'appartient pourtant qu'au compressé peuple togolais seul, la fugue constante des institutions togolaises hors des limites de l'État de droit ne peuvent continuer à être la marque caractéristique d'un gouvernement qui désire s'éloigner du passé, redéfinir le présent et l'avenir d'une nouvelle nation à construire... Il tarde trop qu'un Togo nouveau naisse réellement en droit et en éthique.

**8 novembre 2011**